Corruption

Kawkab al-Sharq, 21 mai 1933

Que le Ministère ne s'irrite point, que le président du Conseil ne s'irrite point, que le Parquet ne s'irrite point, que le Parlement ne s'irrite point : ce n'est pas nous qui parlons de corruption et en détaillons par le menu les circonstances, ce n'est pas nous qui portons atteinte au bon renom de l'Égypte, qui rabaissons sa valeur, qui la peignons aux yeux du monde sous ces traits infâmes, faisant de son gouvernement un gouvernement fondé sur la corruption, achetant les consciences des hommes, cependant que les hommes lui vendent leurs consciences contre argent. Ce n'est pas nous qui disons rien de tel, ni qui commettons rien de tel ; nous n'écrivons que pour donner un pâle reflet de la douleur cuisante et du chagrin lancinant que nous ressentons lorsque de tels propos se tiennent sur l'Égypte, et lorsque l'Égypte est ainsi dépeinte aux yeux du monde.

Un grand journal anglais, connu pour son affection envers le Ministère en place et pour la faveur qu'il lui témoigne — disons non pas la tendresse et la sollicitude, mais l'excès dans le soutien et l'appui — n'hésite pas à déclarer que le président du Conseil, ayant senti la faiblesse de son Ministère avant sa maladie, puis son effondrement total dans cette faiblesse après que Dieu lui eut accordé quelque guérison, voulut restituer à son Ministère quelque vigueur, et machina à cette fin la corruption, recourant à l'achat des consciences — les achetant aux fonctionnaires par des primes et des promotions, et les achetant aux paysans par ces fonds mêmes qu'il prétendait dépenser pour alléger le poids de la crise sur les fellahs !

Ainsi parla le Daily Telegraph, ajoutant que le président du Conseil, en recourant à cette corruption, avait encore alourdi un Trésor déjà accablé, ajoutant du désordre à son désordre et de la confusion à sa confusion ; il déclara, de surcroît, qu'il n'était plus possible de poursuivre dans cette voie. Et voici que se consigne aujourd'hui, dans les grands journaux anglais mêmes qui proclamaient jadis leur amour du Ministère et leur fidélité envers lui, que l'ordre du gouvernement en Égypte repose sur la corruption et l'achat des consciences ! Et avant cela, le Times avait publié, l'été dernier, quelque chose de semblable. Quelle est donc cette propagande que l'on répand sur l'Égypte, et quelle est cette promotion que l'on fait de l'Égypte ?

Le Ministère en place gaspille les fonds de l'État en un excès scandaleux pour se faire connaître sous toutes les formes de réclame : il accorde à la presse étrangère des sommes considérables pour qu'elle publie, en son nom, des articles rédigés en Égypte et préparés dans les bureaux du gouvernement — articles qu'une fois publiés, le gouvernement lui-même rachète, rapportant chez lui des monceaux entassés pour les diffuser dans ses propres ministères auprès de ses propres fonctionnaires, afin qu'ils les lisent — bien qu'ils n'en lisent que peu, ou point du tout ! Il n'était ni d'une pensée originale ni d'un jugement sain que des fonctionnaires écrivent pour des fonctionnaires, ni que le Ministère thésaurise pour lui-même, à l'intérieur de ses propres bureaux, ses propres louanges. Et tandis que les fonds de l'État se dilapident dans cette sottise, tandis que ministres et fonctionnaires écrivent pour eux-mêmes, tandis que ministres et fonctionnaires se célèbrent eux-mêmes devant eux-mêmes, le Daily Telegraph publie cet article où il déclare que le président du Conseil bâtit son Ministère sur la corruption des fonctionnaires et des paysans, et l'achat des consciences des fonctionnaires et des paysans.

Et ce discours se répand en Angleterre, se répand en Europe, se répand en Amérique, et le lisent des gens qui n'ont point lu ce que le Ministère a dépensé, en milliers de livres, pour proclamer lui-même sa propre compétence, rare, et son habileté, éblouissante ! Et si certains de ceux qui lisent le Daily Telegraph avaient aussi lu cette sottise que publient les suppléments à si lourds frais, à si grands moyens, ce que publie le Daily Telegraph aurait bien pu en effacer la trace de leur esprit, et leur montrer que ce n'est là qu'une manière de propagande mensongère et de réclame artificieuse et sotte.

Le gouvernement ne s'arrête pas là : il convie encore conférenciers et orateurs, tient des congrès au Caire, envoie des délégations aux congrès qui se tiennent hors du Caire, dépensant en tout cela des sommes considérables — sommes que, s'il les avait conservées, elles et leurs semblables gaspillées en ces sottises au nom de la propagande pour l'Égypte, de la réclame pour l'Égypte, et de l'effort artificieux pour montrer l'Égypte autre qu'elle n'est, le gouvernement n'aurait pas eu besoin, s'il avait conservé cette grande richesse qu'il commet un péché à jeter chaque jour au vent, de suspendre primes et promotions, puis de faire des exceptions, puis de voir l'affaire se retourner contre lui, jusqu'à ce que l'embarras le contraigne à ouvrir toutes grandes les portes des primes et des promotions !

En vérité, s'il avait conservé cet argent qu'il dépense en cette propagande mensongère et stérile, il lui eût été aisé d'alléger les charges des fellahs sans recourir à la corruption ni à rien qui lui ressemble. Mais le gouvernement conduit ses affaires selon une politique dont on ne peut dire, au mieux, qu'elle est bien éloignée de la sagesse, innocente de tout heureux succès.

Tout ceci, et nous n'avons même pas examiné ce qu'a dit le Daily Telegraph, pour savoir si c'est vrai ou faux, si c'est erreur ou vérité. Tout ceci, et nous n'avons même pas examiné ce qu'a publié le Daily Telegraph, pour en montrer les effets funestes sur notre vie morale et politique, que cela soit exact ou non. Car il est certain que nul, parmi les gens, n'a compris cette conduite soudaine que le gouvernement a adoptée envers ses hauts fonctionnaires autrement que comme une manière de récompense et d'encouragement — récompense pour leurs bons et loyaux services dans l'humiliation du peuple sous prétexte de préserver l'ordre, et encouragement à persévérer dans l'humiliation du peuple sous ce même prétexte ! Sinon, qui donc prétendra qu'aucun directeur, qu'aucun haut fonctionnaire de l'Intérieur, eût véritablement besoin d'être promu ou augmenté ?

Les gens s'attendaient à ce que certains fussent écartés de leurs fonctions, à ce que certains fussent appelés à rendre compte de leurs actes ; et voici qu'on les récompense de ce qu'ils ont fait, et voici qu'on les encourage à poursuivre ce qu'ils font. Le gouvernement ne fut nullement heureux, en aucune manière, dans cette affaire de primes et dans leur octroi avant le voyage de Sidki Pacha ; sa conduite, en cela, ressemblait plutôt à celle du voyageur qui distribue ses pourboires au moment même de quitter l'hôtel où il séjournait. Il se nuisit ainsi à lui-même, il nuisit ainsi à la dignité de ses fonctionnaires, il nuisit ainsi au renom de l'Égypte, et permit ainsi au Daily Telegraph de répandre parmi ses nombreux lecteurs que l'ordre du gouvernement en Égypte repose sur la corruption et l'achat des consciences, que l'état du Trésor ne permettra pas au gouvernement de persévérer dans la corruption et l'achat des consciences, et que le bien serait dans la chute de ce Ministère et l'avènement, à sa place, d'un autre Ministère qui n'achète point les consciences, ne corrompt point les mœurs, et ne dépense les fonds de l'État qu'au seul profit de l'État.

Et ces propos du Daily Telegraph ne se lisent pas seulement en Angleterre, en Europe et en Amérique, mais se traduisent aussi en Égypte, et les lisent ceux qui lisent les journaux, à quelque rang et

quelque degré de culture qu'ils appartiennent, les blessant ainsi dans leur dignité nationale, emplissant leurs cœurs de chagrin que telle soit l'opinion des étrangers à leur endroit, et tel le jugement des étrangers sur les fonctionnaires comme sur les paysans ; leur inspirant, de surcroît, le doute quant à l'intégrité du Ministère ; ôtant de leurs âmes, de surcroît, l'assurance que le gouvernement préfère la justice et l'équité ; affaiblissant, de surcroît, dans leurs âmes, ce respect craintif qui devrait être dû au gouvernement.

Et vous pouvez juger vous-même l'effet de tout cela sur notre vie morale et politique, et juger aussi ce que le Ministère prétend pour lui-même lorsqu'il affirme effacer le désordre tout entier et établir fermement l'ordre à sa place.

Non — la conduite de ce Ministère prépare, mieux que toute autre chose, la voie aux plus laides formes du désordre, et à la démolition la plus honteuse de l'ordre, car elle emplit les âmes de trouble et de doute, et efface d'elles toute confiance en ceux qui veillent sur les affaires publiques et en ceux qui les dirigent.

Il est une autre vérité, non moins amère que celle-ci, ni moins honteuse : c'est que les Anglais, qui prétendaient pour eux-mêmes la neutralité, et qui proclamaient avoir laissé les affaires de l'Égypte aux Égyptiens, se sont mis désormais à déclarer ouvertement ce qu'ils tenaient secret, et à révéler ce qu'ils dissimulaient, proclamant que leur neutralité n'était jamais qu'illusion, et que l'indépendance de l'Égypte dans ses propres affaires n'était jamais qu'une chimère, disant, avec une franchise aussi blessante que honteuse, que c'est l'absence du Haut-Commissaire qui conseille l'hésitation à changer le Ministère en place. S'ils avaient dit cela comme nous le disons nous-mêmes, la chose, pour lourde et odieuse qu'elle fût, eût pu être supportable ; mais ils poussent la franchise à l'excès et vont trop loin dans l'étalage de leur puissance, invoquant Sa Majesté le Roi lui-même, et prétendant que si Sa Majesté hésite à changer le Ministère, l'une des sources de cette hésitation est l'absence du Haut-Commissaire hors d'Égypte.

Et combien les Égyptiens, tous partis et toutes tendances confondus, quelles que soient leurs divergences, tiennent-ils à ce que le nom du Roi demeure à l'écart de ces débats et de ces querelles — non pas en Égypte seulement, mais tout particulièrement hors d'Égypte.

Mais la conduite du Ministère en place, et tout ce à quoi elle a mené de corruption et de défiguration de toute chose, a exposé l'Égypte à être

blessée par la presse étrangère dans sa dignité politique et morale, celle-ci répandant que l'ordre du gouvernement, chez elle, repose sur la corruption, et que Sa Majesté le Roi ne peut trancher l'affaire du Ministère du fait de l'absence du Haut-Commissaire loin du Caire.

Croyez-vous, ô lecteur, que le maintien du Ministère dans les sièges du pouvoir vaille ce prix exorbitant que l'Égypte paie de son repos, de sa sécurité, de son renom et de sa dignité ? Non certes : le maintien du Ministère est chose bien moindre que d'entendre dire de l'Égypte ce qui s'en dit ; le maintien du Ministère est chose bien moindre que de voir l'Égypte subir ce qu'elle subit. Et si le président du Conseil ne s'afflige point de ce qui se dit de lui en Angleterre, et si les ministres ne s'affligent point de ce qui se dit d'eux — qu'ils sont incapables, indignes de demeurer au pouvoir, incapables d'en porter le fardeau —, et si le président du Conseil et ses collègues ne sont point troublés par cette impasse où ils se trouvent contraints, ni convaincus que leur propre dignité les oblige à démissionner, alors c'est l'Égypte que blesse ce qui se dit, que blesse ce qui se répand, que blesse ce qui lui advient, que blesse le fait de devenir un sujet d'entretien pour les lecteurs de la presse étrangère, qui la raillent et s'en divertissent, qui la tournent en dérision et méprisent sa dignité.

Tout cela la blesse, quand bien même elle demeure assurée que Sa Majesté le Roi l'aime trop et la ménage trop, et tient trop à sa dignité, pour jamais la laisser exposée à un tel mépris — que le Haut-Commissaire soit absent ou présent, que le président du Conseil voyage ou demeure.

Kawkab al-Sharq, le 21 mai 1933